



## Élection de Biden : "Les Européens doivent plus que jamais se penser en puissance"



Jean-Dominique Giuliani, le président de la fondation Robert Schuman, le 15 avril 2009 à Paris.

Il serait illusoire de penser que notre relation avec les États-Unis va revenir "comme avant Trump", explique Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Schuman.

### **Que va changer l'élection de Joe Biden pour l'Europe ?**

Une chose est sûre, nous n'allons pas revenir à la situation qui prévalait à la fin de la Guerre froide. Les déclarations de Donald Trump sur l'Europe, qu'il considérait comme une "rivale", voire comme une "ennemie", ont profondément ébranlé la confiance que les Européens portaient aux États-Unis et montré les limites de la relation transatlantique. Certes, les échanges avec Washington vont se pacifier, car Joe Biden est un homme expérimenté, poli, calme et sensé. Son arrivée à la Maison-Blanche va même s'accompagner de quelques bonnes nouvelles, comme la signature de l'accord de Paris sur le climat et, sans doute aussi, la reconduction de l'accord New Start sur la réduction des armes stratégiques. Toutefois, Biden ne remettra pas en cause le virage stratégique qui avait été pris sous le mandat de Barack Obama, qui consiste, avant tout, à maintenir le leadership américain face à la montée en puissance de la Chine - et de l'Europe. Les Européens doivent plus que jamais se penser en puissance et privilégier leurs propres intérêts.

[Visualiser l'article](#)

## **Pour le Premier ministre britannique Boris Johnson, l'élection du candidat démocrate n'est pas non plus une bonne nouvelle...**

C'est vrai. Ses espoirs de parvenir à un accord commercial préférentiel avec les États-Unis sont douchés par la victoire de Joe Biden, un catholique, sensible à la situation irlandaise. Les démocrates ont déjà averti Boris Johnson : il n'y aura aucun "deal" entre les deux pays si le Brexit met en péril la stabilité de l'Irlande. Sans doute une victoire de Trump aurait-elle été préférable pour "Bojo", encore que...

En préalable de tout accord, Washington a posé des conditions tellement drastiques et humiliantes - notamment en termes d'investissement ou de réglementation boursière - que les Anglais ne peuvent l'accepter. Ils ont compris que leur salut ne passerait pas par les États-Unis.

## **En matière de défense, les Européens pourront-ils, de nouveau, compter sur l'allié américain ?**

Certains de nos partenaires, comme l'Allemagne ou la Pologne, sont inquiets à l'idée que les Américains laissent tomber leurs engagements vis-à-vis du Vieux continent, et notamment l'article 5 de l'Otan, qui stipule que les membres de l'Alliance viennent en aide à tout pays membre qui serait attaqué. Mais ce n'est plus le sujet. L'important, quel que soit le président américain, est que l'Europe prenne son autonomie et gagne son indépendance dans la défense de ses intérêts et de ses valeurs. Les déclarations assez incompréhensibles de la ministre allemande de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, sont à cet égard très inquiétantes. Elle semble rejeter l'idée d'une autonomie stratégique européenne, c'est-à-dire d'une défense européenne commune et préférer le parapluie américain. À cet égard, l'élection de Biden complique la montée en puissance de la souveraineté européenne voulue par Emmanuel Macron.

## **Pour cela, il faudrait que "les 27" soient capables de parler d'une même voix. Le prochain Conseil européen, en décembre, où il sera question de durcir le ton vis-à-vis de la Turquie, sera un bon test...**

A priori, Bruxelles devrait adopter une position de fermeté, mais il est vrai que les Européens sont partagés entre deux lignes. D'un côté, l'allemande, qui consiste à sortir le carnet de chèques et à utiliser tous les moyens financiers et commerciaux possibles pour influencer la politique de Recep Tayyip Erdogan. De l'autre, la française, qui crée un rapport de forces sur les plans diplomatique et militaire. La montée du risque terroriste plaiderait plutôt pour l'approche française, mais celle-ci met très mal à l'aise la classe politique allemande. À la fin de la seconde guerre mondiale, le système politique, constitutionnel et législatif allemand s'est construit sur le pacifisme. Il est très difficile, pour le gouvernement allemand, d'adopter un discours de fermeté sur la scène internationale, car il a peur d'être immédiatement sanctionné par son opinion publique. Or, celle-ci a beaucoup évolué ; elle est plus européenne que beaucoup de ses dirigeants. En réalité, les Allemands traversent une crise d'identité bien plus profonde que les Français. On le voit à la façon dont ils abordent certains sujets - comme la défense ou le nucléaire. À cet égard, les Anglais nous manquent beaucoup.

## **La succession prochaine de la chancelière allemande, Angela Merkel, peut-elle changer la donne ?**

Oui, une nouvelle période politique va s'ouvrir en Allemagne. Si Angela Merkel a accepté, le 21 juillet dernier, de rompre avec le sacro-saint principe du "Schwarze null" (zéro déficit), c'est bien parce que l'ordo-libéralisme strict qui prévalait jusqu'ici en Allemagne est remis en cause par des économistes et des responsables politiques allemands.

[Visualiser l'article](#)

La CDU n'est elle-même pas épargnée par ces débats ! Pour preuve, Wolfgang Schäuble, le président du Bundestag, est aujourd'hui bien plus ouvert sur les sujets de diplomatie et de défense que beaucoup de ses collègues. Il est même compatible avec les positions françaises traditionnelles...

### **Qu'en est-il, d'ailleurs, du plan de relance ? La deuxième vague du Covid-19 a-t-elle retardé son lancement ?**

Cette nouvelle offensive pandémique va faciliter la mise en oeuvre du plan de relance : le Parlement et la Commission européenne estimaient l'accord conclu par les États membres trop timide, du fait des concessions octroyées aux pays dits "frugaux" - Pays-Bas en tête. L'urgence a plaidé pour un déclenchement plus rapide, mais à Bruxelles, les procédures sont toujours trop longues... La mauvaise nouvelle, en revanche, c'est que ce confinement, mené dans le désordre, montre que les Européens ont été incapables d'adopter une réponse sanitaire commune. Une nouvelle fois...

### **À Bruxelles, on a retenu peu de leçons de la première vague...**

L'Union s'est montrée réactive pour adapter ses règles (budget, concurrence, aides d'Etat) et dégager des moyens financiers considérables. Mais il est certain que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, n'est guère audacieuse pour obliger les Etats à coopérer dans de nouveaux domaines. Dans la même situation, son prédécesseur, Jean-Claude Juncker, aurait certainement été plus actif...

*Jean-Dominique Giuliani est le président de la Fondation Robert-Schuman , qui oeuvre en faveur de la construction européenne.*